



Une travailleuse sans papiers dans un restaurant de Rennes, en janvier. PHOTO QUENTIN VERNAULT

# Loi immigration: donnons la parole aux migrants

**Un collectif composé de Yannick Jadot, Dominique Voynet ou François Gemenne appelle à faire confiance à la société, aux personnes immigrées et à ceux qui travaillent au quotidien avec elles, ainsi qu'à la création d'un grand ministère des solidarités.**

**S**elon un rituel immuable, le gouvernement va donc déposer un énième projet de loi sur l'immigration pour détourner l'attention de la crise sociale et démocratique et permettre à la droite et à l'extrême droite de mettre en scène leur convergence croissante.

Pendant ce temps, les entreprises continueront à avoir des difficultés de recrutement, les migrant-e-s, étudiant-es et salarié-e-s continueront à se heurter à une administration arbitraire et tatillonne, les problèmes de logement et d'intégration ne seront pas résolus.

Le gouvernement veut donc une fois de plus alimenter les peurs, alors que dans le même temps, l'Allemagne, tournée vers l'avenir, a accueilli deux millions de migrant-e-s ces cinq dernières années. Refusons cette vision

étriquée, qui contribue au déclin économique, social et culturel de la France. Contrairement aux fake news propagées par la droite et de l'extrême droite, la migration est composée très majoritairement de personnes jeunes et désireuses de travailler. Apportant plus de cotisations qu'elle ne coûte de prestations, elle contribue à financer et à pérenniser notre système de protection sociale. Une partie de la France – souvent

**Une politique migratoire républicaine doit toujours être inspirée par le principe de dignité.**

celle qui est la plus éloignée des immigré-e-s au quotidien – a peur de la migration et la rejette. Mais la grande majorité de nos concitoyens savent que la France est issue des migrations, et que ce mouvement va continuer dans les décennies à venir.

Nous appelons à refonder notre politique de migration sur un principe vraiment démocratique: faire confiance à la société. Ouvrons le débat avec ceux qui travaillent au quotidien avec les migrant-e-s, agents de guichet, bailleurs sociaux, associations, donnons-leur la parole et écoutons-les pour améliorer ensemble les conditions d'accueil. Prenons en compte la voix des employeurs, des salarié-e-s, des usagers qui savent l'apport que la migration constitue pour notre société du soin, des activités saisonnières, des services et de l'in-

dustrie. Et créons un grand ministère des solidarités qui gèrera toutes les étapes de la migration pour sortir de la gestion purement sécuritaire du ministère de l'Intérieur.

Une politique migratoire républicaine doit toujours être inspirée par le principe de dignité. Dignité de l'accueil, dignité du logement, dignité dans les rapports avec l'administration et notamment avec les forces de l'ordre. Seul le primat du principe de dignité permettra de mettre fin aux contrôles au faciès, aux discriminations et à la ghettoïsation. Notre politique migratoire ne doit plus être imposée sur le mode de l'arbitraire et de la contrainte bureaucratique, mais construite sur la base de droits effectifs et aisément compréhensibles, qui permettent aux migrant-e-s de s'intégrer sereinement.

Ainsi, sous le contrôle des partenaires sociaux, toute personne qui se présente à l'administration avec une promesse d'embauche et, a fortiori toute personne qui travaille effectivement, doit automatiquement recevoir un titre de séjour sans avoir à subir des procédures discriminatoires.

Nous demandons, avec beaucoup d'autres, la tenue d'une convention citoyenne pour dégager, dans un cadre apaisé et documenté, une analyse partagée de la migration, de ses succès comme de ses échecs. Donnons la parole à cette France clairvoyante et généreuse, donnons la parole à celles et ceux pour qui la couleur de peau et les origines sont indifférentes, donnons la parole aux migrant-e-s eux-mêmes et construisons ensemble notre société de demain, au lieu de subir les injonctions mortifères des vendeurs de haine. ◀

#### Signataires :

**Thierry Brochot** maire-adjoint de Creil (Oise) **Damien Carême** député européen **Guillaume Duval** coprésident du club Maison commune **Hélène Flautre** coprésidente du club Maison commune **François Gemenne** politologue **Yannick Jadot** député européen **Agnès Langevine** vice-présidente de la région Occitanie **Anna Maillard** militante écologiste en Franche-Comté **Jacqueline Markovic** conseillère départementale de l'Hérault **Bastien Recher** conseiller régional de Normandie **Barbara Romagnan** ancienne députée et **Dominique Voynet** ancienne ministre